



Non au massacre, non à l'apartheid, **LIBERTÉ POUR LA PALESTINE !**

Depuis le 6 mai, l'État israélien a lancé une offensive militaire pour faire taire la colère à Jérusalem-Est et à Gaza. Il s'agit bien plus que d'une énième répétition d'hostilités asymétriques (roquettes artisanales contre frappes aériennes) : c'est un soulèvement populaire, incluant les Palestiniennes et Palestiniens ayant la nationalité israélienne, qui conteste l'apartheid et la domination coloniale.

L'actuelle escalade répressive a commencé avec la volonté du gouvernement israélien de réduire au silence la mobilisation des habitantes et habitants du quartier Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est. Ces derniers manifestaient massivement, aux côtés de leurs soutiens israéliens, contre l'expulsion de plusieurs familles palestiniennes en vue de reloger des colons à leur place.

La police, l'armée et les milices d'extrême droite ont, comme toujours, violemment réprimé les manifestantes et manifestants jusque sur l'esplanade des Mosquées, faisant des dizaines de blessé-es.

CONTRE UN NOUVEAU CARNAGE A GAZA

Depuis la bande de Gaza, le Hamas a ensuite tiré des centaines de roquettes artisanales vers Israël. Tsahal a riposté comme à son habitude, par des bombardements dix fois plus meurtriers sur la bande de Gaza.

Est-on à la veille d'une nouvelle campagne d'écrasement de Gaza sous les bombes, comme en 2009 (plus de 1300 morts palestiniens contre moins d'une quinzaine israéliens) et en 2014 (entre 700 et 2300 morts palestiniens, contre 66 israéliens) ?

Le gouvernement de Netanyahu est seul responsable de ce nouvel épisode meurtrier. Il est la conséquence d'une politique coloniale, d'apartheid et de négation des droits fondamentaux du peuple palestinien. Une politique menée par un gouvernement de droite extrême, allié à l'extrême droite, et donnant raison aux colons les plus fanatiques.

EN FRANCE, LE PRÉSIDENT DE L'AFPS EN GARDE A VUE !

En France, la solidarité s'est rapidement manifestée, malgré la répression. Le 12 mai, un rassemblement de soutien était appelé à Paris, aux Invalides, entre autres par l'Association France

Palestine Solidarité (AFPS). Peu de temps avant, la préfecture de police de Paris l'a interdit ! Sur place, quelques centaines de personnes se sont tout de même rassemblées, avant d'être dispersées et verbalisées par la police.

Un peu plus tard dans la journée, Bertrand Heilbronn, président de l'AFPS, était placé en garde à vue, alors qu'il sortait justement, avec une délégation, du ministère des Affaires étrangères où il avait dénoncé la situation dramatique en Palestine.

L'Union communiste libertaire réaffirme son soutien à la résistance palestinienne et appelle à rejoindre massivement les initiatives de solidarités qui s'organisent partout en France.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL



- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....
 TÉL..... E-MAIL.....
 ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19